



**Etude de base du Projet de Protection des enfants et
adolescents contre les Violences, la Migration à
risques/dangereuse et l'Exploitation par le travail au
Yatenga (ProVIME)**

Rapport Final

Sommaire

Table des matières

Sommaire	2
Liste des illustrations	3
Résumé analytique	4
Introduction	5
1. Méthodologie	5
1.1. Phase Préparatoire	5
1.1.1. Analyse documentaire	5
1.1.2. Rencontre de planification et de validation de la note de démarrage	6
1.1.3. Echantillonnage	6
1.1.4. Outils de collecte	6
1.1.5. Recrutement et formation des agents de collecte	6
1.2. Phase terrain : Collecte des données	6
1.3. Phase de traitement des données	6
1.4. Phase d'analyse des résultats et rédaction du rapport	7
1.5. Difficultés et limites de l'étude	7
2. Principaux Résultats	7
2.1. Caractéristiques socio démographiques des enquêtés	7
2.1.1. Répartition des personnes enquêtés par sexe	7
2.1.2. Répartition des enfants par groupe d'âge et statut des parents des enfants	8
2.1.3. Situation de logement des enfants	8
2.1.4. Niveau d'instruction des enfants enquêtés	9
2.1.5. Niveau d'instruction des ménages	9
2.2. Situation des violences faites aux enfants ainsi que du travail des enfants	10
2.2.1. Violence faites aux enfants	10
2.2.2. Possession d'acte de naissance	12
2.2.3. Données sur le travail des enfants	12
2.3. Situation des enfants accueilli à la pouponnière	16
2.3.1. Situation des mouvements des enfants à la Pouponnière Béognéré	16
2.3.2. Prise en charge sanitaire des enfants	17
2.3.3. Prise en charge l'alimentation et besoins en vêtements	17
2.4. Situation des enfants accueilli au CREN	18
2.4.1. Prise en charge interne	18
2.4.2. Prise en charge en ambulatoire	19
2.4.3. Appui des enfants avec des kits alimentaires	19
2.4.4. Nombre de mères et qui ayant eu leurs enfants placés/accueillis CREN (2020)	19
2.4.5. Prise en charge alimentaire et sanitaire des mères	20
2.4.6. Education nutritionnelle des mères	20
2.5. Mécanismes communautaires de protection de l'enfant	20
2.5.1. Existences de mécanismes de protection : GRTPE, RPE, RCPE, CCPE	20
2.5.2. L'approche gestion de cas à travers le CPMS+ en 2020	21
2.5.3. Allocation de budget sur la protection	21
2.6. Comportement de la communauté sur les mécanismes de gestion des cas des violences sur les enfants	21
2.6.1. Connaissance des violences faites aux enfants par les membres de la communauté	21
2.6.2. Comportement de la communauté à l'égard des problématiques de protection	24
3. Recommandations	25
Conclusions	26

Liste des illustrations

Tableau 1: Répartition du nombre de personnes enquêtés par type de questionnaire	7
Tableau 2: Répartition du nombre de personnes enquêtés par type de commune et par sexe.....	7
Tableau 3: Répartition des enfants enquêtés par sexe.....	8
Tableau 4: Répartition des enfants enquêtés par sexe.....	8
Tableau 5: Répartition des enfants enquêtés par sexe et selon la situation de logement.	8
Tableau 6: Répartition des enfants enquêtés par sexe et selon le niveau d’instruction	9
Tableau 7: Répartition des enfants enquêtés par sexe et selon le niveau d’instruction des ménages	9
Tableau 8: Répartition des enfants enquêtés par sexe et selon le niveau d’instruction des ménages	10
Tableau 9: Répartition des enfants enquêtés par type de violence subit e par commune.....	11
Tableau 10: Répartition des enfants enquêtés par type de violence subit selon le groupe d’âge	11
Tableau 11: Répartition des enfants selon le groupe d’âge et la possession d’acte de naissance	12
Tableau 12: Tâches domestiques hebdomadaires effectuées par les enfants enquêtés	13
Tableau 13: Répartition des enfants transportant des charges lourdes.....	13
Tableau 14: Répartition des enfants exposé au travail souterrain	14
Tableau 15: Répartition des enfants exposés aux produits chimiques selon le sexe	14
Tableau 16 : Mouvements des effectifs des enfants (2018 ; 2019 et 2020)	16
Tableau 17: Situation actuelle de la prise en charge interne des enfants au CREN	18
Tableau 18: Activités prise en charge interne	18
Tableau 19: Situation actuelle de la prise en charge en ambulatoire des enfants au CREN	19
Tableau 20: Evolution du nombre d’enfants bénéficiaires de kits alimentaires	19
Tableau 21: répartition des ménages selon leur avis sur l’âge de mariage des filles (n=184)	22
Tableau 22: répartition des ménages enquêtés sur leurs perceptions des violences psychologiques	22
Tableau 23: répartition des ménages enquêtés ayant donné leurs avis sur le fait que les activités domestiques constituent une violence faites aux enfants selon le sexe et la commune de résidence.	22
Tableau 24: répartition des ménages enquêtés ayant donné leurs avis sur comment se comporte les jeunes en termes de migrations (pour aller dans un autre pays ou dans une autre ville) en fonction des communes de résidence et du sexe.....	24
 Graphique 1: Répartition des enfants victimes de violence faites aux enfants par commune.....	10
Graphique 2: Répartition des enfants selon leur participation aux travaux.....	12
Graphique 2: Evolution des effectifs présents a la pouponnière durant les trois dernières années	17

L'étude s'est déroulée en mai 2021 dans les communes de Ouahigouya, Oula, Namissiguima et Séguénéga. 909 personnes dont 613 enfants, 214 ménages et 68 enseignants et 14 agents de santé ont été enquêtés au cours de l'étude.

Plus de 63 % des enfants interrogés ont mentionnées avoir été victime d'au moins d'un type de violence notamment les violences physiques, psychologiques, négligences de tout genre, d'attouchement sexuel, viol ou tentative de viol, de mariage d'enfants, de violence basée sur le genre. 144 enfants sur les 613 soit 23% ne disposent pas d'acte de naissance au moment de l'enquête. Parmi ces derniers on dont 54% de femmes. Au niveau des enfants âgés de 13 à 17ans, 50 filles et 55 garçons ne disposent pas d'acte de naissance. Au niveau des enfants âgés de 9 à 12 ans, 28 filles et 11 garçons ne disposent pas d'acte de naissance.

92% des enfants font des travaux dont 95% des filles et 88% des garçons. En moyenne, les enfants travaillent 10heures par jours dont 12 heures pour les filles et 9 heures pour les garçons.

Des quatre mécanismes de protection existants dans la région, le RCPE est celui qui a été mis en place dans quatre communes sur les cinq que couvre la zone d'intervention.

La mise en œuvre de l'approche gestion de cas à travers le CPMS+ en 2020 n'est effective dans aucune des communes de la zone d'intervention.

Les communes de la zone d'intervention n'allouent pas de fonds dédiés à la protection de l'enfant dans leurs budgets.

Selon les informations recueillies auprès des ménages, seulement 16% des ménages ont des comportements favorables en faveur de la protection des enfants, c'est-à-dire sont prompt à informer les services compétents en charge de la protection de l'enfant sur les cas de violences faites aux enfants.

Sur la question de la prise en charge des enfants, lorsque l'on s'intéresse de l'évolution des enfants effectivement présente à la pouponnière pendant les trois années antérieures, on constate le nombre d'enfant présent par semestre a oscillé entre 25 et 30 durant la période comme le montre le graphique ci-dessous. En effet, au présent semestre 2018, 28 enfants étaient présents avant d'atteindre 30 au deuxième semestre.

Concernant la prise en charge en interne, 202, 139 et 144 cas ont été soignés respectivement en 2018, 2019 et 2020 au CREN.

Au regard des résultats sur la situation de base du projet, il est nécessaire de collaborer avec les services techniques de la santé, sensibiliser les parents, faire un plaidoyer auprès des acteurs et accompagner la mise en place des mécanismes de protection de l'enfant.

Introduction

Pour apporter une réponse à la problématique de l'enfant dans la province du Yatenga, l'ONG Educo a élaboré un projet dénommé de « Protection des enfants et adolescents contre les Violences, la Migration précoce/dangereuse et l'Exploitation par le travail au Yatenga (ProVIME) » afin de Contribuer au renforcement de la protection des enfants et des adolescents à travers des systèmes de protection solides, efficaces et adaptés d'ici à fin 2025 (Programme Intégré de Protection 2021-25). Ce programme intervient sur la prévention et les mesures de réponses et le renforcement du système de protection à travers : i) la sensibilisation et le renforcement des enfants et adolescents, des communautés et des acteurs institutionnels ; ii) l'accès à un accompagnement ou à des alternatives appropriées pour la guérison, la réintégration familiale, l'insertion et la réinsertion ; iii) le renforcement des mécanismes communautaires et institutionnels. La finalité étant, que ces actions combinées auprès des différents acteurs suscite à l'endroit des populations l'adoption de comportement favorable à la protection ; offrir un cadre de promotion et de participation aux enfants ; prendre en charge les enfants victimes ou à risques sur les questions d'abandon et/négligence des enfants de moins de 5 ans ; de violences faites aux enfants et adolescents y compris les Violences Basées sur le Genre ; de l'exploitation par le travail des enfants et adolescents, de la migration à risques/dangereuse.

Pour permettre un bon suivi de l'évolution des indicateurs du projet ainsi que pour une bonne évaluation de la mise en œuvre en projet, il est nécessaire de cerner le niveau réel des indicateurs visés par le projet. C'est dans ce cadre qu'une étude de base a été réalisée dont le présent document fait l'économie des données collectées auprès des différents acteurs.

1. Méthodologie

La méthodologie adoptée dans le cadre de cette mission a été participative. Elle a mobilisé l'ensemble des outils ainsi que des approches techniques nécessaires pour atteindre les objectifs. L'approche méthodologique comprend donc une exploitation de la documentation disponible en termes d'analyses déjà effectuées sur les thématiques de l'éducation et de la protection de l'enfant, une collecte des données auprès des différents acteurs ainsi qu'une analyse des données collectées et des données de sources secondaires. Elle s'est déroulée selon les étapes suivantes.

1.1. Phase Préparatoire

1.1.1. Analyse documentaire

L'équipe d'évaluation a exploité de façon minutieuse la documentation disponible sur la protection des enfants ainsi que l'offre éducative déjà établit par les structures étatiques, les ONGs partenaires. En effet, elle a fait une analyse de l'existant toute chose qui permis d'identifier les données complémentaires nécessaires pour l'atteinte des objectifs fixés. Les principaux documents exploités sont entre autre l'ASDE Yatenga, les rapports des projets antérieurs mise en œuvre par l'ONG Educo, le rapport ROM et le rapport final du projet PROPRES.

1.1.2. Rencontre de planification et de validation de la note de démarrage

En vue de bien réaliser l'étude, l'équipe d'évaluation composé du RTSEAR, du RT Protection, du chef de projet par ailleurs responsable du CREN, du responsable de la Pouponnière a tenu une rencontre pour s'assurer de la compréhension des objectifs de la mission, échanger sur la planification de la mission, la documentation nécessaire ainsi que les aspects logistiques nécessaires pour la phase terrain. Aussi, cette rencontre a été l'objet d'une mise à jour des besoins d'informations.

1.1.3. Echantillonnage

La taille de l'échantillon a été déterminée à travers la formule suivante : $n = \frac{z^2 p(1-p)}{e^2(1-t)}$ avec Z le taux de marge déduite de la loi normale, p la proportion de la variable d'intérêt, un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 5% ainsi qu'une estimation t du taux de non réponse à 5%. La taille de l'échantillon a été déterminée en considérant un niveau de significativité communale. Les ménages et les enfants ont été sélectionnés de façon aléatoire tandis que les enseignants et les agents ont été identifiés de façon raisonnée.

1.1.4. Outils de collecte

Au total trois outils ont été utilisés :

- (i) Un questionnaire utilisé pour collecter des données à travers des entretiens individuels auprès des ménages, des élèves, des enseignants ;
- (ii) Un guide d'entretien utilisé pour collecter des données à travers CVD, des leaders communautaires ;
- (iii) Fiche de collecte destinée à collecter des données secondaires auprès des structures étatiques quantitatives sur le système éducatif et la protection des enfants.

1.1.5. Recrutement et formation des agents de collecte

Sept (07) agents enquêteurs et un (01) superviseur ont été recrutés pour collecter les données auprès des ménages, des enfants et des enseignants. Ils ont bénéficié d'une formation sur les outils de collecte qui s'est tenue le 17 mai 2021 à la Pouponnière BEOGNEERE de Educo.

1.2. Phase terrain : Collecte des données

La phase de collecte à proprement parler est intervenue après une phase de prétest des outils sur le terrain juste après la formation des agents de collecte. Cette phase a permis à l'équipe de l'évaluation de corriger les imperfections constatées au niveau des outils de collecte.

La collecte s'est déroulée à travers des outils de collecte mobile notamment les smartphones ou tablettes ou encore par téléphones androïde. En effet, les questionnaires ont été implémentés dans la plateforme de collecte mobile Kobo collect.

La collecte des données a duré 10 jours avec 7 agents de collecte et un superviseur.

1.3. Phase de traitement des données

Cette phase a été organisée sous forme d'atelier et à regrouper le RTSEAR, le chef de projet, le responsable de la pouponnière, le chef de zone de Séguénéga, un technicien développement communautaire représentant le chef de zone de Ouahigouya.

Pour les données quantitatives, une fois la collecte terminée, elles ont été extraites de la plateforme et soumises à un apurement. L'apurement a consisté à déceler les erreurs de collecte,

identifier les observations erronées et corriger si nécessaire. Il s'agit d'une étape très importante qui permet d'assurer la qualité des données avant l'édition des tableaux et le calcul des indicateurs. Les données seront apurées en utilisant le logiciel SPSS. Une fois les données collectées et apurées, les indicateurs de base ont été calculés.

1.4. Phase d'analyse des résultats et rédaction du rapport

La suite du travail a consisté à faire l'édition des tableaux des indicateurs et à analyser ces résultats toute chose qui a permis de produire un premier draft du rapport d'évaluation. Ce rapport provisoire a fait l'objet d'amendement avec l'équipe projet en croisant les informations avec des données secondaires.

1.5. Difficultés et limites de l'étude

Les principales difficultés rencontrées sont essentiellement les questions sécuritaires lors de la collecte des données ainsi que la collecte des données de sources administratives.

2. Principaux Résultats

2.1. Caractéristiques socio démographiques des enquêtés

2.1.1. Répartition des personnes enquêtées par sexe

Au total, 909 personnes ont répondu aux entretiens individuels réalisés à travers des questionnaires. On note 613 enfants, 214 ménages et 68 enseignants et 14 agents de santé soit respectivement 67%, 24%, 7% et 2% de l'effectif total des enquêtés.

Tableau 1: Répartition du nombre de personnes enquêtées par type de questionnaire

Type d'enquêté	Féminin		Masculin		Ensemble	
Agent de santé	5	36%	9	64%	14	2%
Enfant	325	53%	288	47%	613	67%
Enseignant	21	31%	47	69%	68	7%
Ménage	38	18%	176	82%	214	24%
Ensemble	389	43%	520	57%	909	100%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021

Sur les 24 chefs de ménages interrogés, 48 sont de Namissiguima, 59,55 et 5 sont respectivement à Ouahigouya, Oula et Séguénéga. Au niveau des enfants, 135, 157, 168 et 153 ont été interrogés respectivement à Namissiguima, Ouahigouya, Oula et Séguénéga.

Tableau 2: Répartition du nombre de personnes enquêtées par type de commune et par sexe

Type d'enquêté	Communes	Féminin		Masculin		Total général	
MENAGE	Namissiguima		0,0%	48	100,0%	48	22%
	Ouahigouya	21	35,6%	38	64,4%	59	28%
	Oula	11	20,0%	44	80,0%	55	26%
	Séguénéga	6	11,5%	46	88,5%	52	24%
	Total	38	17,8%	176	82,2%	214	100%
ENFANTS	Namissiguima	69	51,1%	66	48,9%	135	22%
	Ouahigouya	87	55,4%	70	44,6%	157	26%
	Oula	89	53,0%	79	47,0%	168	27%

	Séguénéga	80	52,3%	73	47,7%	153	25%
	Total	325	53,0%	288	47,0%	613	100%
ENSEIGNANT	Namissiguima	4	25,0%	12	75,0%	16	24%
	Ouahigouya	8	40,0%	12	60,0%	20	29%
	Oula	4	18,2%	18	81,8%	22	32%
	Séguénéga	5	50,0%	5	50,0%	10	15%
	Total	21	30,9%	47	69,1%	68	100%
Agents de santé	Namissiguima		0,0%	2	100,0%	2	14%
	Ouahigouya	3	75,0%	1	25,0%	4	29%
	Oula		0,0%	4	100,0%	4	29%
	Séguénéga	2	50,0%	2	50,0%	4	29%
	Total	5	35,7%	9	64,3%	14	100%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021

2.1.2. Répartition des enfants par groupe d'âge et statut des parents des enfants

Sur les 613 enfants rencontrés au cours de l'enquête, 65% sont âgés de 13 à 17ans et 35% ont un âge compris entre 9 et 12ans. En somme 53% sont de sexe féminin et 47% de sexe masculin comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 3: Répartition des enfants enquêtés par sexe

Sexe/Âge	[13 ;17]		[9, 12]		Ensemble	
Féminin	196	60%	129	40%	325	53%
Masculin	205	71%	83	29%	288	47%
Grand Total	401	65%	212	35%	613	100%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021

Le tableau ci-dessous montre que 13% sont des personnes déplacées dont 57% sont des femmes comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 4: Répartition des enfants enquêtés par sexe

Statut des parents des enfants	Féminin		Masculin		Total	
Parents déplacés	47	57%	35	43%	82	13%
Parents hôtes	278	52%	253	48%	531	87%
Total général	325	53%	288	47%	613	100%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021

2.1.3. Situation de logement des enfants

Le tableau ci-dessous présente la situation de logement des enfants enquêtés. On note que 13% vivent chez des tuteurs et 87% chez leurs parents. Par les enfants qui sont chez des tuteurs, 64% sont de sexe féminin. Parmi ceux qui sont chez un tuteur, 38% sont des déplacés internes tandis que 10% de ceux qui sont chez leurs parents sont des déplacés internes.

Tableau 5: Répartition des enfants enquêtés par sexe et selon la situation de logement.

Situation des parents, logement	Féminin		Masculin		Total général	
Vous êtes chez un tuteur	52	64%	29	36%	81	100%
Parents déplacés	18	58%	13	42%	31	38%
Parents hôtes	34	68%	16	32%	50	62%

Vous êtes chez vos parents	273	51%	259	49%	532	100%
Parents déplacés	29	57%	22	43%	51	10%
Parents hôtes	244	51%	237	49%	481	90%
Total général	325	53%	288	47%	613	100%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021

2.1.4. Niveau d'instruction des enfants enquêtés

A la question de savoir si les enfants rencontrés fréquentent actuellement, 451 ont répondu par l'affirmative soit 74% des enfants. Parmi les enfants qui sont actuellement scolarisés, 47% sont en classe de CM2 (âge compris entre 11 et 13ans) et 25% en classe de CM1(10 à 12ans). Les enfants en classe de secondaire représentent 7% de l'enfant des enfants enquêtés.

Tableau 6: Répartition des enfants enquêtés par sexe et selon le niveau d'instruction

Fréquenté actuellement	Féminin		Masculin		Total général	
Non	94	15%	68	11%	162	26%
Oui	231	38%	220	36%	451	74%
2nde		0%	1	0%	1	0%
3 eme	3	1%	3	1%	6	1%
4 eme	7	2%		0%	7	2%
5 eme	2	0%	6	1%	8	2%
6 eme	4	1%	7	2%	11	2%
CE1	13	3%	12	3%	25	6%
CE2	17	4%	26	6%	43	10%
CM1	60	13%	55	12%	115	25%
CM2	112	25%	98	22%	210	47%
CP2	13	3%	12	3%	25	6%
Total général	325	53%	288	47%	613	100%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021

2.1.5. Niveau d'instruction des ménages

Le tableau ci-dessous présente le niveau d'instruction des ménages enquêtés. On dénombre 90% qui n'ont aucun niveau d'instruction, c'est-à-dire ne sont pas alphabétisés, ne connaissent ni lire ni écrire dans aucune langue. Seulement 5% ont le niveau primaire et 3% sont alphabétisés.

Tableau 7: Répartition des enfants enquêtés par sexe et selon le niveau d'instruction des ménages

Niveau d'instruction	Féminin		Masculin		Total	
Alphabétisé		0%	6	100%	6	3%
Aucun	34	18%	159	82%	193	90%
Primaire	3	27%	8	73%	11	5%
Secondaire	1	25%	3	75%	4	2%
Total	38	18%	176	82%	214	100%

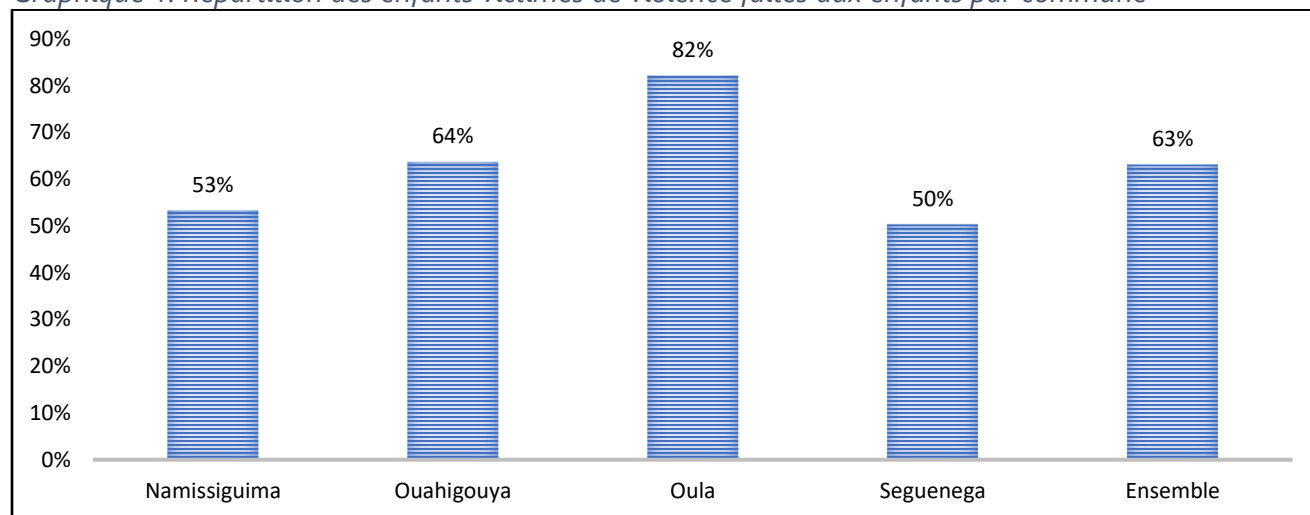
Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021

2.2. Situation des violences faites aux enfants ainsi que du travail des enfants

2.2.1. Violence faites aux enfants

Les entretiens réalisés auprès des enfants de la tranche d'âge de 9 à 17 ans ont montré que globalement, les enfants sont toujours victimes de violences. En effet, Plus de 63 % des enfants interrogés ont mentionnées avoir été victime d'au moins d'un type de violence notamment les violences physiques, psychologiques, négligences de tout genre, d'attouchement sexuel, viol ou tentative de viol, de mariage d'enfants, de violence basée sur le genre. En s'intéressant à la proportion par commune, on constate que la commune de Oula est celle qui rencontre plus d'enfants victimes de violences (82%). Elle est suivie de la commune de Ouahigouya (64%), Namissiguima (53%) et de Séguénéga (50%). Ces chiffres montrent clairement que la problématique de la violence faites aux enfants est toujours d'actualité et elle semble même s'aggraver au regard des résultats des entretiens.

Graphique 1: Répartition des enfants victimes de violence faites aux enfants par commune



Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

L'analyse des résultats selon le type de violence subit par les enfants montre clairement que l'excision, les violences physiques ainsi que les violences psychologiques et les négligences de tout genre constituent les principaux types de violences subies par les enfants. En effet, 32% des enfants sont victimes d'excision, près de 27% victime de violence physique, 16% de négligence comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 8: Répartition des enfants enquêtés par sexe et selon le niveau d'instruction des ménages

Type de violence	Féminin	Masculin	Total général
Violence physique	45%	55%	27%
Violence psychologique	46%	54%	19%
Attouchement sexuel	50%	50%	5%
Tentative de viol ou viol	27%	73%	4%
Négligence	54%	46%	16%
Mariage d'enfants	100%	0%	0%
Excision	100%	0%	32%
VBG	59%	41%	17%

Tout type de violence	65%	35%	63%
Ensemble	53%	47%	100%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

L'analyse des violences faites aux enfants par commune et par type de violence montre que la commune de Oula est celle qui dénombre plus de violences. En effet, 57% et 36% de enfants rencontrés dans cette commune sont victimes respectivement de violence physique et Psychologique. Toujours dans la même commune, 10%, 25%, et 29% des enfants sont victimes de tentative de viol ou viol, de négligence et d'excision qui reste les proportions les plus élevées comparativement aux autres communes.

Dans la commune de Namissiguima, 16% des enfants sont victimes de violences physiques, 19% de violences psychologiques, 3% de tentative de viol, 21% de négligence, 24% d'excision et 14% de VBG. A Ouahigouya et à Séguénéga, les violences les plus importantes sont l'excision et sont respectivement 47% et 23%.

Tableau 9: Répartition des enfants enquêtés par type de violence subit e par commune

Commune/Sexe	Violence	Physique	Psychologique	Tentative de viol ?	Négligence	Mariage d'enfants	Excision	VBG
Namissiguima	53%	16%	19%	3%	21%	1%	24%	14%
Féminin	58%	38%	48%	50%	50%	100%	100%	58%
Masculin	42%	62%	52%	50%	50%	0%	0%	42%
Ouahigouya	64%	12%	15%	0%	10%	0%	47%	12%
Féminin	79%	53%	70%		44%		100%	63%
Masculin	21%	47%	30%		56%		0%	37%
Oula	82%	57%	36%	10%	25%	1%	33%	29%
Féminin	51%	44%	37%	19%	50%	100%	100%	46%
Masculin	49%	56%	63%	81%	50%	0%	0%	54%
Séguénéga	50%	19%	5%	1%	9%	0%	23%	13%
Féminin	75%	48%	43%	50%	86%		100%	90%
Masculin	25%	52%	57%	50%	14%		0%	10%
Ensemble	63%	27%	19%	4%	16%	0%	32%	17%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

La répartition des enfants selon le groupe d'âge et le type de violence subit permet de comprendre que les violences sont plus remarquées au niveau des enfants âgé de 13 à 17ans. En effet, 59% des enfants victimes de violences tout type confondu sont de cette tranche d'âge. Pour ce groupe d'âge, 42%, 46% et 36% des enfants sont respectivement victimes de violences physique, psychologique et de tentative de viol. Aussi, 60%, 50% sont victime de négligence et de mariage d'enfants pour ce groupe d'âge. Quelque soit le groupe d'âge, les femmes sont les plus victimes de violences. On note que 65% des femmes quelque soit le groupe d'âge sont victimes de violences.

Tableau 10: Répartition des enfants enquêtés par type de violence subit selon le groupe d'âge

Groupe âge/Sexe	Violence	Physique	Psychologique	Tentative de viol	Négligence	Mariage d'enfants	Excision	VBG
[13 ;17]	59%	42%	46%	36%	60%	50%	60%	55%

Féminin	65%	30%	34%	13%	48%	100%	100%	59%
Masculin	35%	70%	66%	88%	52%	0%	0%	41%
[9, 12]	41%	58%	54%	64%	40%	50%	40%	45%
Féminin	65%	56%	56%	36%	63%	100%	100%	60%
Masculin	35%	44%	44%	64%	38%	0%	0%	40%
Total général	63%	27%	19%	4%	16%	0%	32%	17%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

2.2.2. Possession d'acte de naissance

144 enfants sur les 613 soit 23% ne disposent pas d'acte de naissance au moment de l'enquête. Parmi ces derniers on dont 54% de femmes. Au niveau des enfants âgés de 13 à 17ans, 50 filles et 55 garçons ne disposent pas d'acte de naissance. Au niveau des enfants âgés de 9 à 12 ans, 28 filles et 11 garçons ne disposent pas d'acte de naissance.

Cette situation a été confirmé par les ménages. Sur les 214 ménages interrogés, 56 d'entre eux dont 6 femmes ont confirmé que certains de leurs ne disposent toujours pas d'acte de naissance.

Tableau 11: Répartition des enfants selon le groupe d'âge et la possession d'acte de naissance

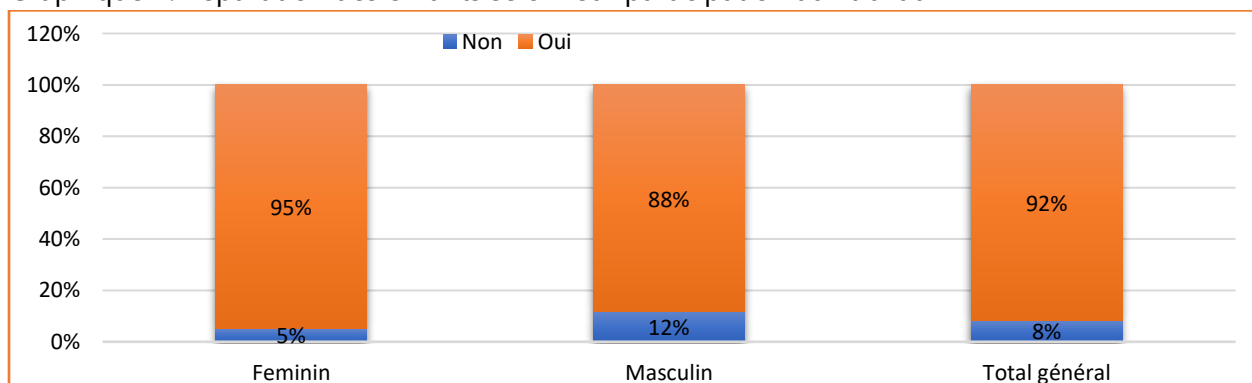
Sexe/Groupe d'âge	[13 ;17]		[9, 12]		Total général	
Féminin	50	48%	28	72%	78	24%
Masculin	55	52%	11	28%	66	23%
Total général	105	32%	39	18%	144	23%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

2.2.3. Données sur le travail des enfants

Le travail des enfants est une réalité dans les zones d'intervention du projet. En effet, la quasi-totalité des enfants travaillent. En effet, 92% des enfants font des travaux dont 95% des filles et 88% des garçons comme le montre le graphique ci-dessous. En moyenne, les enfants travaillent 10heures par jours dont 12 heures pour les filles et 9 heures pour les garçons. Dans le contexte de la zone du projet, les filles sont beaucoup sollicitées pour les travaux ménagers, ce qui pourrait expliquer leur durée de travail plus long que les hommes.

Graphique 2: Répartition des enfants selon leur participation aux travaux



Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

Les données relatives au travail des enfants révèlent une certaine disparité soit par commune ou par sexe. Toutefois, les filles sont plus soumises aux travaux domestiques. En effet, les communes de Ouahigouya et de Oula ont un fort taux avec respectivement 26% et 28,2%.

Tableau 12: Tâches domestiques hebdomadaires effectuées par les enfants enquêtés

Sexes /Communes	Namissiguima		Ouahigouya		Oula		Séguénéga		Total général	
Féminin	68	50,7%	89	57,05%	92	54%	75	54%	324	54%
Masculin	66	49,3%	67	42,95%	77	46%	64	46%	275	46%
Total général	134	22,4%	156	26,04%	169	28,21%	138	23,04%	599	100%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

Les principaux travaux domestiques réalisés par les enfants sont transportés de l'eau ou de bois et ce pour 62% d'entre eux ; 38% font la vaisselle ou nettoyer la maison tandis que 37% et 28% font respectivement la préparation de repas et garder les troupeaux.

Tableau 13: Répartition des enfants selon le type d'activités domestiques réalisés

Travaux domestiques	Féminin	Masculin	Total
Préparer/servir les repas	98%	2%	37%
Faire le marché Faire la Vaisselle/lessive/nettoyer de la maison	89%	11%	38%
Garder les troupeaux	17%	83%	28%
Faire les petites réparations de la maison	34%	66%	8%
Transporter l'eau/bois	54%	46%	62%
Garder les enfants	74%	26%	16%
Garder les vieux, les malades	59%	41%	3%
Activités similaires	24%	76%	7%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

➤ Transport de charges lourdes

Cette tendance du travail des enfants se renforce et l'occurrence est relatée dans le tableau ci-dessous, selon que l'enfant ait été amené à transporter une charge lourde.

Les enfants attestent par exemple que quelque fois ou souvent ils ont eu à soulever des charges lourdes, respectivement 16,97% et 23,53%.

Tableau 14: Répartition des enfants transportant des charges lourdes

Transport de charges lourdes	Féminin		Masculin		Total général	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Jamais	113	18,99%	94	15,80%	207	34,79%
Quelques fois	39	6,55%	62	10,42%	101	16,97%
Rarement	27	4,54%	49	8,24%	76	12,77%
Souvent	95	15,97%	45	7,56%	140	23,53%
Total général	320	53,78%	275	46,22%	595	100,00%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

La répartition de l'exposition au travail souterrain par communes témoigne de son ampleur dans les communes de Oula et de Séguénéga où les données sont respectivement de 36,9% et 25,2%. Cela est certainement lié à la forte activité minière dans ces deux communes. En effet, dans ces

communes, des mécanismes de protection devront être plus déployés afin de contribuer à l'atténuation de ce phénomène.

Tableau 15: Répartition des enfants exposés au travail souterrain

Communes	Travail souterrain	Pourcentage
Namissiguima	76	19,70%
Ouahigouya	70	18,20%
Oula	142	36,90%
Séguénéga	97	25,20%
Total général	385	100%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

➤ Exposition aux produits chimiques

Cette étude de base nous montre également que les enfants sont aussi exposés à certains produits chimiques comme les pesticides, herbicides etc. Cette exposition est plus marquée dans la commune de Oula avec 38,17% affectant 57% de filles et 43% de garçons enquêtés. Le tableau ci-après résume la situation globale de cette exposition aux produits chimiques.

Tableau 16: Répartition des enfants exposés aux produits chimiques selon le sexe

Exposition aux Produits chimiques	Féminin		Masculin		Total	
Namissiguima	43	57%	33	43%	76	19%
Ouahigouya	36	52%	33	48%	69	18%
Oula	83	55%	67	45%	150	38%
Séguénéga	62	63%	36	37%	98	25%
Total	224	57%	169	43%	393	100%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

➤ Exposition à d'autres dangers

Les enfants sont exposés à des dangers lors de leurs travaux notamment la faible luminosité, les outils dangereux, la température et l'humidité, le bruit ainsi que la poussière. 63% des enfants dont 56% de femmes sont exposés à au moins un des dangers présentés dans le tableau ci-dessous. En effet, 42% des enfants sont exposés à la poussière, à la fumée, au gaz tels que l'ammoniac. Quant à l'exposition de la température, 21% sont exposés à la température et à l'humidité.

Tableau 17: Répartition des enfants exposés à d'autres dangers selon le sexe

Autres dangers exposés aux enfants	Féminin		Masculin		Total général	
Êtes-vous souvent exposé d'autres dangers ?	219	56%	170	44%	389	63%
Faible luminosité	21	45%	26	55%	47	8%
Outils dangereux (couteaux, etc.)	66	69%	30	31%	96	16%
Température/humidité	74	58%	54	42%	128	21%
Bruit	51	49%	54	51%	105	17%
Poussière, fumée, gaz (oxygène, ammoniac)	133	52%	122	48%	255	42%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

➤ Pires formes de travail des enfants

Le tableau ci-dessous présente la situation du travail des enfants qui peut être vue comme des pires formes de travail notamment le fait de travailler avec des machines, transporter des poids lourds dans le cadre de leurs activités journalières ou encore faire des travaux souterrains (extraction de mines et autres). En somme ce sont des travaux qui peuvent exposer les enfants.

On note alors que sur les 613 enfants, 380 enfants soit 62% sont victimes de pires formes de travail dont 199 filles (52%) et 181 garçons (48%). Parmi les filles victimes, 120 d'entre elles, soit 60% sont âgés entre 13 et 17ans et 40% entre 9 et 12ans. Chez les garçons, 131 soit 72% sont âgés entre 13 et 17ans et seulement 28% ont un âge compris entre 9 et 12ans parmi les victimes.

Tableau 18: Répartition des enfants exposés à d'autres dangers selon le sexe

Sexe/groupe âge	Effectif	Victimes pires formes de travail	
Féminin	325	199	52%
[13;17]	196	120	60%
[9, 12]	129	79	40%
Masculin	288	181	48%
[13;17]	205	131	72%
[9, 12]	83	50	28%
Total général	613	380	62%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des enfants victimes de pires formes de travail. En effet 199 filles et 181 garçons ont été victimes des pires formes de travail. Chez les filles, on a 19 filles qui ont travaillé avec des équipements dans une activité qu'ils ont déjà exécutés tandis que 198 filles ont déjà transporter des poids lourds.

Tableau 19: Répartition des enfants exposés aux pires formes de travail

Sexe/groupe d'âge	Pires formes	Avez-vous déjà utilisé une machine/équipement dans une activité que vous avez exécutée ?	Avez-vous été amené à transporter des poids lourds dans le cadre de vos activités journalières (travail, école, etc.)?
Féminin	199	19	198
[13;17]	120	16	119
[9, 12]	79	3	79
Masculin	181	27	177
[13;17]	131	22	131
[9, 12]	50	5	46
Total général	380	46	375

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

➤ Exploitation par le travail

On note que 19% des enfants ont travaillé de façon permanente au cours de l'année mais n'ont pas été réénuméré. Parmi ces derniers, 52% sont des filles et 48% des garçons. En effet, certains d'entre eux ont travaillé dans l'intention d'avoir de l'argent en cultivant ou en faisant des récoltes,

tandis que certains ont participer à la préparation de nourriture pour la vente. D'autres enfants ont vendu des articles ou laver des voitures, de vêtements, faire des repassages d'habits ainsi que participer à des activités de construction en tant qu'aide maçon. Toutes ses activités ont été faites dans l'intention de bénéficier une rémunération en retour.

Tableau 20:Repartition des enfants faisant un travail et qui ont été payé

Etes-vous payé pour le travail fait ?	Féminin		Masculin		Total	
Non	49	74%	17	26%	66	11%
Oui	62	52%	57	48%	119	19%
Total général	111	60%	74	40%	185	30%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

2.3. Situation des enfants accueilli à la pouponnière

2.3.1. Situation des mouvements des enfants à la Pouponnière Béognéré

Durant les trois dernières années, les enfants qui ont bénéficié d'un accompagnement spécifique et adéquat de la pouponnière se présente comme suit :

En **2018**, on début l'année avec 21 enfants. Au premier trimestre on enregistre une entrée de 7 enfants dont un effectif de 28 contre une sortie de 2 enfants. Au second trimestre, on enregistre une entrée de 5 enfants dont un effectif total de 30 enfants contre une sortie de 13 enfants.

En **2019**, on début l'année 17 enfants avec une entrée de 9 enfants au premier dont un effectif de 26 enfants contre une sortie de 3 enfants. Au second trimestre, on enregistre une entrée de 4 enfants dont un effectif total de 27 enfants contre une sortie de 6

En **2020**, on débute l'année avec 21 enfants avec une entrée de 4 enfants donc 25 enfants contre une sortie de 4 enfants au premier trimestre. Au second semestre, on note une entrée de 3 enfants contre une sorties de 6 donc 27 enfants au total

Notons durant ces trois années, 2 décès d'enfants ont été enregistrés

En ce qui concerne la réintégration des enfants en fin de séjour à la pouponnière, on dénombre 15 sorties en 2018, 9 en 2019 et 10 en 2020.

Pour le suivi de ces enfants réintègres, on compte 10 sorties en 2018, 3 en 2019 et 7 en 2020. Les taux des suivis sont de 67% en 2018, 33% en 2019 et 70% en 2020. Il faut dire que cette activité est en souffrance du fait de l'insécurité.

NB : Jusqu'à présent à l'exception du second semestre de 2018 ou la pouponnière a atteint sa capacité d'accueil, les autres années ? la pouponnière a fonctionné en dessous de ses capacités d'accueil de 30 enfants. Le tableau suivant présente la situation des mouvements des enfants au cours des trois années antérieures.

Tableau 21 : Mouvements des effectifs des enfants (2018 ; 2019 et 2020)

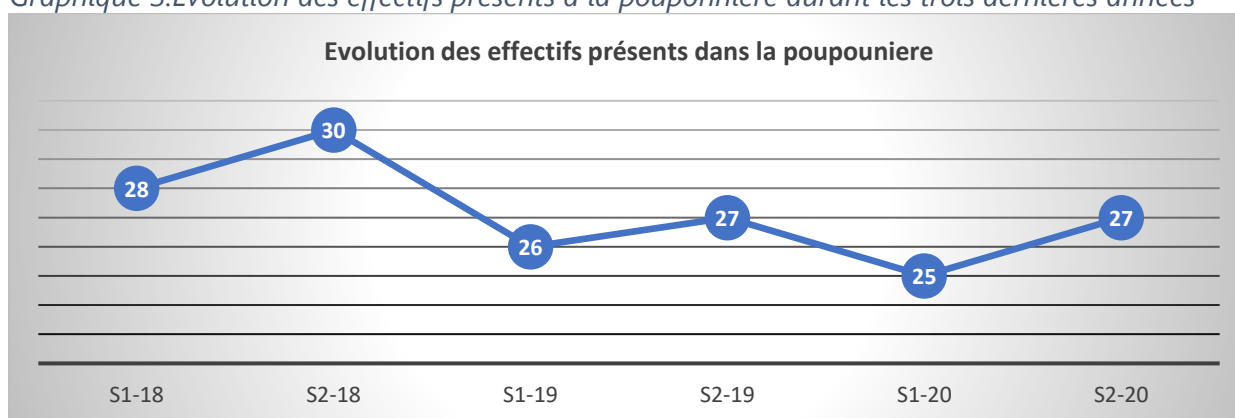
Période	2017	2018								2019								2020							
	31-déc	E			S			D	31 dec	E			S			D	31 dec	Entrées			Sorties			D	31 dec
		F	M	T	F	M	T			F	M	T	F	M	T	0		F	M	T	F	M	T		
S 1		4	3	7	2	0	2	1		3	6	9	1	2	3	0		2	2	4	2	2	4	1	
S 2		3	2	5	4	9	13	0		1	3	4	3	3	6	0		4	3	7	3	3	6	0	

Total	21	7	5	12	6	9	15	1	17	4	9	13	4	5	9	0	21	6	5	11	5	5	10	1	21
Suivi R							10								3								7		
Taux de suivi							67%								33%								70%		

Source : Base de données Pouponnière Béognééré.

Lorsque l'on s'intéresse de l'évolution des enfants effectivement présente à la pouponnière pendant les trois années antérieures, on constate le nombre d'enfant présent par semestre a oscillé entre 25 et 30 durant la période comme le montre le graphique ci-dessous. En effet, au présent semestre 2018, 28 enfants étaient présents avant d'atteindre 30 au deuxième semestre ? C'est d'ailleurs la seule période que la pouponnière a fonctionné en plein régime de ses capacités.

Graphique 3:Evolution des effectifs présents a la pouponnière durant les trois dernières années



Source : Base de données Pouponnière Béognééré.

2.3.2. Prise en charge sanitaire des enfants

Les pensionnaires de la pouponnière Béognééré bénéficient d'une prise en charge qui s'articule autour de la vaccination, des visites médicales mensuelles et cas d'urgences. Aussi des jeux d'éveil sont organisés au profit des enfants au cours de leurs séjour à la pouponnière. En effet, 33, 29 et 32 enfants ont pu respecter leurs calendrier vaccinal, bénéficiés des visites médicales mensuelles et des jeux d'éveil respectivement en 2018, 2019 et 2020.

S'agissant des jeux d'éveil au profit des enfants, 33 enfants ont participé en 2018, 29 en 2019 et 32 en 2020. Ces activités sont menées au moins 3fois/jour.

2.3.3. Prise en charge l'alimentation et besoins en vêtements

En 2018, 33 enfants ont bénéficié d'une dotation annuelle en vêtement, 30 enfants en 2019 et 32 enfants en 2020 ?

Pour la prise en charge alimentaire, 33 enfants ont bénéficié de ration alimentaire variée en lait, en céréales, en fruits, et autres produits locaux.

En 2019, les enfants bénéficiaires sont au nombre de 30 et 32 en 2020

Au niveau des enquêtes sociales, 12 ont été réalisées en 2018, 13 en 2019 et 9 en 2020

Cette activité est mise en œuvre par la DPFSNFAH et actuellement 13 enquêtes social encours et 10 réalisés dont les supports sont au niveau de la comptabilité)

Dans le cadre du placement des enfants dans les familles d'accueil, on compte 2 enfants en 2018 et également 2 en 2019. Pour cette activité les rapports de 2020 sont pas encore disponibles.

2.4. Situation des enfants accueilli au CREN

2.4.1. Prise en charge interne

Concernant la prise en charge en interne, 202, 139 et 144 cas ont été soignés respectivement en 2018, 2019 et 2020 comme le montre le tableau ci-dessous. De tous les enfants prise en charge, on constate que le nombre de garçon est le plus élevé durant toutes les trois années. Cette situation s'expliquerait sans doute par une relative fragilité des garçons face à la malnutrition comparativement aux filles.

Tableau 22: Situation actuelle de la prise en charge interne des enfants au CREN

Libellés actions	Fréquence	2018			2019			2020		
		H	F	T	H	F	T	H	F	T
Prise en charge en interne	Quotidien	106	96	202	81	57	139	81	63	144

Source : Rapport d'activités du CREN.

Les taux de guérison pour la prise en charge en interne sont respectivement de 93,15%, 92,85, 93,84% en 2018, 2019 et 2020.

Pour stimuler le développement psycho moteur des enfants, des séances de jeux d'éveil sont organisés à leur intention. Ainsi 281 séances de jeux d'éveil ont été organisés dont 88 en 2018, 97 en 2019 et 96 séances en 2020 au profit de 485 enfants.

Pour ces trois dernières années, il n'a pas été enregistré de décès au centre. Certains cas ont été référés dans d'autres structures sanitaires pour des soins spécialisés. Au total 14, 10 et 8 cas ont été référés respectivement en 2018, 2019 et 2020. Cela s'expliquerait en partie par les sensibilisations qui sont menées et au centre et dans les communautés au cours des dernières années. Les parents viennent avec les enfants malades avant que les complications ne s'installent, ce qui donne plus de chance de récupération des enfants.

Au-delà de ces activités, il ya également une visite médicale qui est organisé, une distribution de ration alimentaire et diététique et l'administration de médicament qui sont faites à l'endroit des pensionnaires du CREN comme résumé dans le tableau ci-dessous :

Tableau 23: Activités prise en charge interne

Activités prise en charge interne	Fréquence	Description
Pesé et prise des constantes	Quotidien	Le poids est pris une fois par jour et la température 2 par jours
Visite médicale	Hebdomadaire	La visite médicale se fait une fois par semaine par un médecin et en fonction des besoins
Distribution des rations alimentaires et diététiques	Quotidien	Nous servons 5 rations par jour dont 2 en bouillie à partir de la phase 2 et 3 rations en lait. F100 Pour la phase 1 les 5 repas sont constitués de du lait F75 uniquement

Administration des médicaments	Quotidien	Les médicaments sont donnés pour les traitement systématique des cas et des aussi pour des cas spécifiques pour des maladies associées
--------------------------------	-----------	--

2.4.2. Prise en charge en ambulatoire

Au niveau de la prise en charge en ambulatoire des enfants un total de 457 enfants ,135 en 2018, 155 en 2019 et 167 cas en 2020 a été enregistré. Les taux de guérison à ce niveau sont respectivement de 90,98%, 93,89%, et 95,2%.

Tableau 24: Situation actuelle de la prise en charge en ambulatoire des enfants au CREN

Libellés actions	Fréquence	2018			2019			2020		
		H	F	T	H	F	T	H	F	T
Prise en charge en interne	Quotidien	68	66	135	79	76	155	85	82	167

Source : Rapport d'activités du CREN.

Le suivi des enfants se fait toutes les 2 semaines avec des prises de poids pour suivre l'évolution. Chaque enfant inscrit dans le programme reçoit soit du plumpy sup et de la bouillie enrichie toutes les semaines pendant trois (3) mois.

2.4.3. Appui des enfants avec des kits alimentaires

Pour l'appui des enfants à risque avec des kits alimentaire, un total de 445 enfants ont été appuyés dont 156 en 2018, 137 en 2019 et 152 en 2020. 95,39% des enfants appuyés ont une bonne croissance pondérale.

Tableau 25:Evolution du nombre d'enfants bénéficiaires de kits alimentaires

Libellés actions	Fréquence	2018			2019			2020		
		H	F	T	H	F	T	H	F	T
Prise en charge en interne	Quotidien	74	82	156	80	57	137	78	74	152

Source : Rapport d'activités du CREN.

2.4.4. Nombre de mères et qui ayant eu leurs enfants placés/accueillis CREN (2020)

Au cours des trois dernières années, 196, 130 et 136 mères sont entrées au CREN respectivement en 2018,2019 et 2020 avec 184 sorties en 2018, 109 en 2019 et 120 en 2020 comme le présente le tableau ci-dessous.

Tableau 26: Nombre de mères et qui ayant eu leurs enfants placés/accueillis CREN (2020)

Période	2018		2019		2020	
	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties
Semestriel 1	103	96	90	79	72	65
Semestriel 2	93	88	40	30	64	55
Total	196	184	130	109	136	120

Source : Rapport d'activités du CREN.

2.4.5. Prise en charge alimentaire et sanitaire des mères

Pour la prise en charge alimentaire et sanitaire des mères les données sont les suivantes : 472 mères ont été pris en charge sur le plan alimentaire soit 196 en 2018, 140 en 2019 et 136 en 2020. Pour les soins 131 mères ont été prises en charge soit 51 en 2018, 45 en 2019 et 35 en 2020.

Tableau 27: Prise en charge alimentaire et sanitaire des mères

Alimentation des mères	Quotidien	196	140	136
Nombre de plats servis	Quotidien	11052	6575	
Nombre mères soignées	Quotidien	51	45	35

Source : Rapport d'activités du CREN.

2.4.6. Education nutritionnelle des mères

L'éducation nutritionnelle des mères a occupé une place importante dans le centre. Ainsi pour les causeries éducatives 433 séances de causeries éducatives ont été réalisées soit 144 en 2018, 145 en 2019 et 144 en 2020. Un total de 289 séances de démonstration de la préparation de la bouillie a été fait dont 96 en 2018, 97 en 2019 et 96 en 2020 au profit de 472 mères. Aussi le centre a accueilli des enfants déplacés internes victimes ou à risque de malnutrition.

Tableau 28: Education nutritionnelle des mères en 2018, 2019, 2020

Actions/indicateurs	Fréq/sem	2018	2019	2020
Séances de causeries éducatives avec des mères	3 fois	144	145	144
Nombre de mères participantes (pris en charge en ambulatoire)		196	295	303
Démonstration de la préparation de la bouillie enrichie	2 fois	96	97	96
Nombre de participantes		196	130	136
Organisation des séances de jeux d'éveil	2 fois	88	97	96

Source : Rapport d'activités du CREN.

2.5. Mécanismes communautaires de protection de l'enfant

2.5.1. Existences de mécanismes de protection : GRTPE, RPE, RCPE, CCPE

Des quatre mécanismes de protection existants dans la région, le RCPE est celui qui a été mis en place dans quatre communes sur les cinq que couvre la zone d'intervention. La commune de Namissiguima est la seule commune qui n'a pas encore mis en place cette structure alors que la commune de Ouahigouya abrite toutes ces structures en tant que chef-lieu de région comme de province. Le RPE du Yatenga et les RCPE de oula et de Séguénéga ont été mis en place avec l'accompagnement de Educo. Le RCPE de Séguénéga dispose d'un plan d'action assorti d'un budget non encore approvisionné. Les membres ont bénéficié d'un renforcement de capacités à travers le projet back to school. La recherche de financement se fait également auprès des partenaires techniques et financiers dont Educo. En plus de ces structures, les services de l'action sociale ont joué un rôle prépondérant dans la protection de l'enfant tant au niveau communal que provincial et régional. Ce service est le plus sollicité par les communautés sur le sujet de la

protection de l'enfant. Pour les communes de Oula et Séguénéga, les RCPE ont été mis en place en 2020. Namissiguima n'a pas encore mis en place de structures de protection ; c'est en général les services de l'action sociale qui portent l'appui en protection

2.5.2. L'approche gestion de cas à travers le CPMS+ en 2020

La mise en œuvre de l'approche gestion de cas à travers le CPMS+ en 2020 n'est effective dans aucune des communes de la zone d'intervention. Cependant, plusieurs structures dont Educo et ses partenaires de mis en œuvre l'ont en prévision. Des renforcements de capacités des acteurs à l'utilisations des outils et l'acquisition du matériel approprié reste une priorité pour la mise en œuvre effective de l'approche. CPMS+ est prévu en expérimentation auprès de certains partenaires dont TDH dans le cadre de la mise en œuvre de PREMET2. Aucune situation actualisée n'est donc disponible.

2.5.3. Allocation de budget sur la protection

Les communes de la zone d'intervention n'allouent pas de fonds dédiés à la protection de l'enfant dans leurs budgets. Les services communaux de l'action sociale sont généralement sollicités pour les prises en charge des cas d'urgence. Ils sont parfois accompagnés par de bonnes volontés en dons divers.

Tableau 29: Allocation de ligne budgétaire par les communes pour la protection

Communes	Oui	Non	Commentaire
Ouahigouya	X		La ligne budgétaire existe mais est très faiblement alimentée (source : cadre de concertation provinciale)
Oula		X	La ligne budgétaire existerait mais n'est pas alimentée et la mairie demande aux ONG un appui pour pouvoir l'approvisionner au profit des cas d'urgences (source : enquête)
Namissiguima		X	La ligne budgétaire n'existe pas
Séguénéga		X	Le RCPE dispose d'un plan d'action assorti d'un budget non encore approvisionné. Les membres ont bénéficié d'un renforcement de capacités des membres à travers le projet back to school. La recherche de financement est encours auprès des partenaires techniques et financiers dont Educo

2.6. Comportement de la communauté sur les mécanismes de gestion des cas des violences sur les enfants.

Les communautés jouent un rôle prépondérant aussi bien la survenue des violences à l'égard des enfants que les mécanismes de gestion des cas de violences sur les enfants.

Le comportement des membres influe sur la gestion de cas de violences notamment faites aux enfants.

2.6.1. Connaissance des violences faites aux enfants par les membres de la communauté

Le mariage des enfants constitue une violation des droits de l'enfant et influe sur l'épanouissement socio-éducatif et psychologique de l'enfant. Leur connaissance par la communauté permet de mettre en place des mécanismes pour endiguer ce fléau. Les résultats de l'étude révèlent que pour

les ménages enquêtés des communes d'intervention du projet, l'âge de mariage des filles est compris entre 14 et 21 ans comme l'atteste le tableau ci-dessous.

40,22% des ménages enquêtés estiment qu'une fille âgée de 17 ans doit se marier. 1,63% pensent que 14 ans est l'âge raisonnable pour une fille de se marier. 0,54% affirment que les filles doivent se marier à partir de 21 ans. L'analyse du tableau ci-dessous montre qu'il est nécessaire de renforcer les compétences des communautés des communes d'intervention du projet notamment celles de Oula et de Séguénéga sur les problématiques de protection de l'enfance en l'occurrence sur les droits de l'enfant, les mariages d'enfant.

Tableau 30: répartition des ménages selon leur avis sur l'âge de mariage des filles (n=184)

Age (ans)	Namissiguima		Ouahigouya		Oula		Séguénéga		Total général	
14					1	0,54%	2	1,09%	3	1,63%
15					1	0,54%	4	2,17%	5	2,72%
16							5	2,72%	5	2,72%
17	19	10,33%	18	9,78%	16	8,70%	21	11,41%	74	40,22%
18	6	3,26%	20	10,87%	10	5,43%	7	3,80%	43	23,37%
19	17	9,24%	10	5,43%	7	3,80%	2	1,09%	36	19,57%
20	5	2,72%	6	3,26%	4	2,17%	2	1,09%	17	9,24%
21	1	0,54%							1	0,54%
Total	48	26,09%	54	29,35%	43	23,37%	43	23,37%	184	100,00%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

69,19% des chefs de ménages enquêtés dont 13,74 % de sexe féminin estiment qu'insulter permanentement un enfant est une violence à l'égard de ce dernier. Ce résultat indique que les communautés des communes d'intervention du projet sont imprégnées des notions de violences faites aux enfants et singulièrement sur les violences psychologiques.

Tableau 31: répartition des ménages enquêtés sur leurs perceptions des violences psychologiques n=211).

Insultes aux enfants constituent-il une violence à leurs endroits ?	Féminin		Masculin		Total	
Non	9	4,27%	56	26,54%	65	30,81%
Oui	29	13,74%	117	55,45%	146	69,19%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

➤ Perception sur les activités domestiques

Par contre, les activités domestiques ne sont pas perçues comme une violence faites aux enfants au niveau des communes d'intervention du projet. En effet, 89,79% chefs de ménages enquêtés dont 17,49% de sexe féminin admettent qu'un enfant doit faire les activités domestiques telles que la lessive, a vaisselle, faire paître les animaux, etc. comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 32: répartition des ménages enquêtés ayant donné leurs avis sur le fait que les activités domestiques constituent une violence faites aux enfants selon le sexe et la commune de résidence.

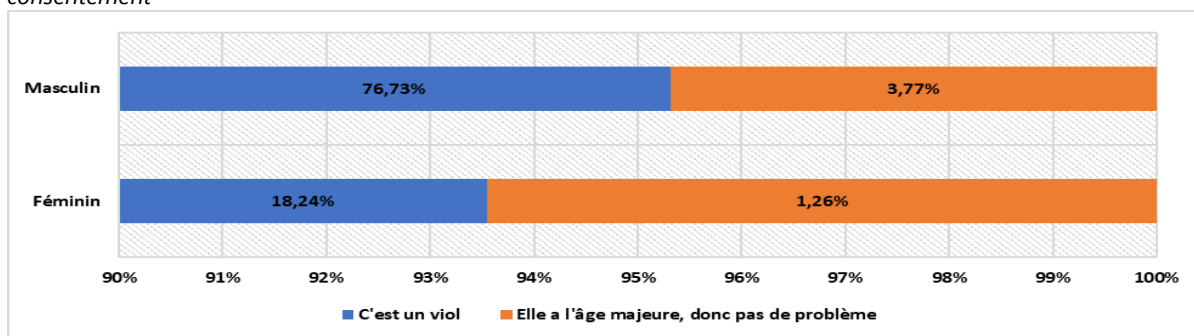
Réponse	Sexe	Namissiguima	Ouahigouya	Oula	Séguénéga	Total
Oui	Féminin	0,00%	8,74%	5,46%	3,28%	17,49%
	Masculin	17,49%	12,02%	17,49%	21,31%	68,31%
Total		17,49%	20,77%	22,95%	24,59%	85,79%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

L'analyse du tableau montre que les représentations sociales influent sur les violences aux enfants. Pour ceux qui pensent que les activités domestiques ne sont pas des violences à l'égard s'appuient sur des représentations sociales qui stipulent que la socialisation et l'éducation de l'enfant passent par l'accomplissement d'un certain nombre de tâches domestiques, pour justifier leurs réponses. Cela dénote que les communautés bien que connaissant les violences à l'égard sont toujours rattachées aux valeurs sociales qui souvent constituent souvent un facteur de risque pour les enfants.

94,97% des chefs de ménage enquêtés (18,24% de femmes et 76,73% d'hommes) qualifient de viol si un enfant de moins de 18 ans a connu un garçon sans son consentement. 5,03% (1,26% de femmes et 3,77% d'hommes) pensent qu'il n'y a de problème comme l'indique la figure ci-dessous.

Graphique 4: avis des ménages enquêtés sur le fait qu'un enfant de moins de 18 ans a connu un garçon sans son consentement



Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

Le travail des enfants est considéré comme une violence faite aux enfants par les ménages enquêtés des communes d'intervention du projet. En effet, interrogé que le fait qu'un enfant de moins de 18 ans peut-il faire des travaux tels que creuser de l'or, soulever des charges lourdes, travailler avec des machines ; 17,42% estime que cela représente un travail à risque pour l'enfant, 66,45% pense que l'enfant est mineur à cet âge et ne doit pas faire ces genres de travail et 16,13% soutient qu'il doit le faire s'il en a la capacité.

Tableau 33: répartition des ménages enquêtés ayant donné leurs avis sur le fait qu'un enfant de moins de 18 ans peut-il faire des travaux tels que creuser de l'or, soulever des charges lourdes, travailler avec des machines selon le sexe et la commune de résidence.

Commune	Sexe	C'est un travail à risque	Non, il est encore mineur	Oui, s'il est capable	Total
Namissiguima	Masculin	3,87%	14,84%	3,87%	22,58%
Ouahigouya	Féminin	0,00%	9,68%	1,29%	10,97%
	Masculin	0,00%	12,90%	3,87%	16,77%
Oula	Féminin	0,65%	3,87%	0,00%	4,52%
	Masculin	0,00%	19,35%	1,29%	20,65%
Séguénéga	Féminin	2,58%	1,29%	0,00%	3,87%
	Masculin	10,32%	4,52%	5,81%	20,65%
TOTAL		17,42%	66,45%	16,13%	100,00%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

2.6.2. Perception de la communauté à l'égard des problématiques de protection

S'agissant des migrations des jeunes, 53,25% des ménages enquêtés estiment que les jeunes de moins de 18 ans ne migrent pas assez. Ce qui montre qu'ils connaissent les effets de la migration et de l'existence des dispositifs de lutte contre la migration des enfants. Le tableau ci-dessous donnent des informations des avis des ménages enquêtés sur la migration des jeunes.

Tableau 34: répartition des ménages enquêtés ayant donné leurs avis sur comment se comporte les jeunes en termes de migrations (pour aller dans un autre pays ou dans une autre ville) en fonction des communes de résidence et du sexe

Commune	Sexe	Les jeunes de moins de 18ans ne migrent pas assez	Les jeunes de moins de 18ans migrent beaucoup	Total
Namissiguima	Masculin	9,74%	13,64%	23,38%
Ouahigouya	Féminin	7,79%	3,25%	11,04%
	Masculin	14,29%	1,30%	15,58%
Oula	Féminin	0,00%	4,55%	4,55%
	Masculin	1,95%	18,83%	20,78%
Séguénéga	Féminin	3,25%	0,65%	3,90%
	Masculin	16,23%	4,55%	20,78%
Total		53,25%	46,10%	100,00%

Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

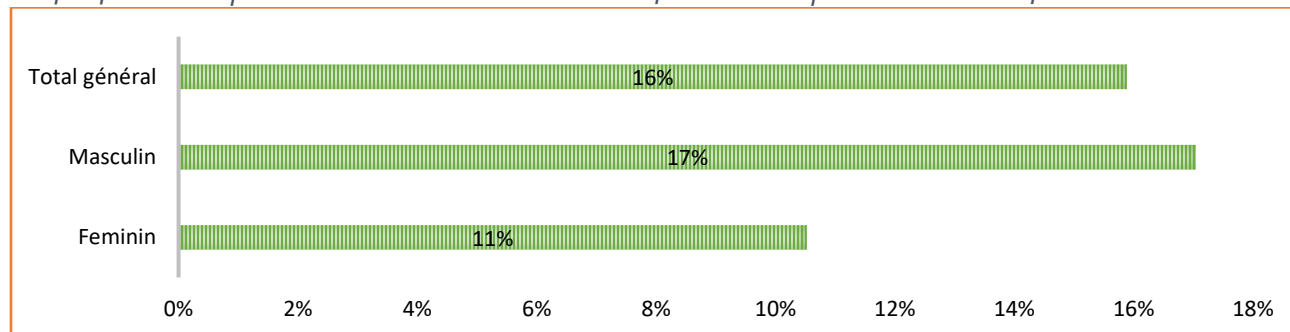
96,17% des ménages enquêtés estiment que c'est une exploitation de faire travailler un enfant toute la journée comme des adultes.

3,83%

2.6.3. Comportement de la communauté en faveur de la protection de l'enfant

Selon les informations recueillies auprès des ménages, seulement 16% des ménages ont des comportements favorables en faveur de la protection des enfants, c'est-à-dire sont prompt à informer les services compétents en charge de la protection de l'enfant sur les cas de violences faites aux enfants. Il s'agit notamment, l'information aux forces de défense et de sécurité, aux services communaux de protection de l'enfant, aux structures communautaires de protection de l'enfant. Beaucoup de parents se limitent encore à l'interpellation des parents des victimes sans entreprendre aucune action complémentaire, toute chose qui ne garantit pas que le changement de comportement des parents des victimes.

Graphique 5: Comportement de la communauté en faveur de la protection de l'enfant



Source : Enquête terrain, 17-25 Mai 2021.

2.6.4. Synthèse des indicateurs de référence

Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des indicateurs de référence du projet ProVIME.

Tableau 35: Synthèse des indicateurs de références.

Indicateurs / Objectivement vérifiables	Valeurs de références
I1. GO : Prévalence de la violence faite aux enfants de la tranche d'âge de 0 à 18 ans dans la zone/communes d'intervention du projet (ventilées par sexe et par étape de vie)	
I1.SO1 : % des membres des communautés faisant preuve de changements d'attitude et de comportement favorables à la prise en charge et à la protection des enfants désagrégée par sexe	16% F : 11% M : 17%
I2.SO1 : % d'enfants et d'adolescents victimes des pires formes de travail des enfants dans la zone d'intervention du PROVIME désagrégée par sexe	62%
I1.SO1.R1 : % 'enfants, d'adolescents et de jeunes sensibilisés et renforcés sur les mécanismes qui participent aux instances de Protection et de redevabilité liés à l'exercice de leurs droits et selon l'évolution progressive de leurs facultés désagrégée par sexe	0%
I2.SO1.R1 : % des membres des communautés de zones d'intervention sensibilisés et renforcés qui adoptent des comportements en faveur de leur protection contre la violence, l'abandon et la négligence, la migration à risque/dangereuse et l'exploitation par le travail désagrégée par sexe.	0%
I1.SO1.R2 : % d'enfants de 0 à 3 ans identifiés qui bénéficient d'un accompagnement spécifique adéquat au sein de la communauté désagrégée par sexe	70%
I2.SO1.R2 : % d'enfants de 0 à 5 ans identifiés qui bénéficient d'un accompagnement spécifique adéquat au sein de la communauté désagrégée par sexe	
I3.SO1.R2 : % de pères, de mères et qui ayant eu leurs enfants placés/accueillis qui renforcent leurs capacités et pratiques parentales pour contribuer à la protection et au développement de leurs filles et fils	
I4.SO1.R2 % d'enfants et d'adolescents victimes des pires formes de travail identifiés dans les zones où nous travaillons au cours des 24 derniers mois ayant été pris en charge désagrégée par sexe.	0%
I5.SO1.R2 : % des filles adolescentes ayant déjà subi des violences physiques et/ou sexuelles identifiées dans les 24 derniers mois ayant été pris en charge.	0%
I1.SO1.R3 : % de communes qui disposent et améliorent la mise en œuvre des plans de protection par la mise en place de mécanismes et d'espaces permanents, formels et informels (GRTPE, RPE, RCPE, CCPE) de protection des enfants	75%
I2.SO1.R3 : % de services en charge de famille des communes qui intègrent et mettent en œuvre l'approche gestion de cas à travers le CPMS+	0%
I3.SO1.R3 : % des communes qui intègrent et allouent une ligne budgétaire protection de l'enfant.	0%

3. Recommandations

Au regard des résultats sur la situation de base du projet, il est nécessaire de :

- Collaborer étroitement avec les services de santé et les agents de base communautaires en vue de faciliter la prise en charge des enfants victimes de malnutrition ainsi que violences ;
- Sensibiliser les parents des enfants traités en ambulatoire ainsi que les communautés sur l'appropriation/ pérennisation des pratiques nutritionnelles (ANJE) ;
- Le renforcer les capacités des acteurs étatiques et communautaires sur la protection de l'enfant
- Faire des plaidoyer / sensibilisation auprès des autorités et des leaders pour l'inscription de lignes budgétaires à la protection de l'enfant
- Appuyer à la mise en œuvre de mécanisme formels de protection de l'enfant dans la commune de Namissiguima (RCPE) et dans les villages des autres communes (CCPE)

- Contribuer à la mise en œuvre de l'approche CPMS+ dans les communes de la zone du projet.

Conclusions

La réalisation de l'étude a permis de cerner la situation actualisée du travail des enfants dans la zone d'intervention du projet ProVIME ainsi que les violences faites aux enfants. On retient que malgré les interventions des différents partenaires dans la région, les violences faites aux enfants demeurent une préoccupation avec 63% d'entre eux qui en souffrent toujours. Aussi, beaucoup des enfants sont toujours victimes d'exploitation par le travail tandis que certains pratiquent des travaux dangereux avec des risques de maladies et de blessures car sont exposés soit à une faible luminosité, à la poussière, à des produits chimiques ainsi qu'à d'autres risques pouvant affecter leurs santé et sécurité.